



Tous ensemble le 23 mars

Pour un autre partage des profits : il faut une augmentation générale des salaires

Alors que la crise sociale et économique continue d'avoir des conséquences désastreuses sur le monde du travail et les ménages, le patronat, le gouvernement et sa majorité parlementaire continuent de faire payer la crise aux plus modestes !

Or, la sortie de crise passe nécessairement par la revalorisation du travail et non par la dégradation de sa qualité.

C'est pourquoi le salaire doit être la juste rémunération de la force de travail garantissant les moyens nécessaires à l'existence de chaque salarié dans les conditions d'aujourd'hui, en dehors de tout autre élément de rémunération.

Garantir le pouvoir d'achat des salariés actifs, privés d'emploi et retraités est une étape incontournable pour que le salaire réponde réellement aux besoins et à leurs évolutions.

Or, la crise est le nouvel argument phare pour bloquer les salaires, dans le privé et le public.

Depuis plus de vingt ans, les politiques salariales ont porté un coup sérieux au niveau des salaires.

Les ouvriers et employés tout comme les cadres, ingénieurs, techniciens et agents de maîtrise sont touchés.

La part des salaires dans la valeur ajoutée est inférieure de 3 points aux années 1950-1960. En terme de revenu actuel, cela représente une perte de 60 milliards d'euros par an rien que par rapport aux années 1950 et 1960. C'est plus de deux fois le plan de relance du gouvernement, qui, est de 26 milliards d'euros sur deux ans !

Dans le même temps, les prix ne cessent d'augmenter, et certains postes de dépenses, comme le logement l'énergie, l'alimentation et la santé, connaissent des hausses

particulièrement importantes. Le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de se dégrader !

Lors des négociations annuelles obligatoires, les propositions des employeurs sont une véritable provocation !

Pendant ce temps, les milieux financiers continuent d'engranger d'énormes profits (exemple : Total ce sont 8 milliards d'euros de bénéfices, Sanofi Aventis 7,8 milliards...). La question du partage des profits est plus que jamais une exigence.

Pour les salariés c'est précarité, flexibilité, bas salaires, difficultés sociales, fins de mois difficiles...

Pour le patronat c'est la volonté de passer d'une répartition des richesses à une logique de répartition des risques.

Face à cette situation, le sentiment d'injustice grandit parmi les salariés et de nombreuses revendications salariales sont portées collectivement. Cela provoque de nombreux conflits dans différents secteurs comme le commerce, l'industrie ou les services publics car la réponse apportée n'est pas sérieuse.

Face à une individualisation des salaires, une volonté de rémunérer le travail par des systèmes fragiles telle la participation aux bénéfices, une dégradation des conditions de travail, la seule solution reste la mobilisation collective de tous les salariés des différents secteurs d'activité afin d'obtenir l'ouverture de réelles négociations dans toutes les branches professionnelles, les grands groupes, les services publics, les entreprises.

La CGT revendique :

- une revalorisation du Smic à 1 600 euros bruts,
- une augmentation générale des pensions et revenus de remplacement.